

Une feuille de route mondiale pour exploiter le potentiel des crédits biodiversité

Événement thématique officiel de haut niveau du
Sommet pour un nouveau pacte financier mondial
22 Juin, 10:15 à 11:15, Palais Brongniart, Paris, Salle N°3

Programme

Ouverture (25 mn)

Introduction

Bérangère Couillard (co-présidente), Secrétaire d'Etat chargée de l'Ecologie, France

Discours d'ouverture

S. E. Ali Bongo Ondimba, Président de la République, Gabon

S.E. Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge, Premier ministre, République Démocratique du Congo

Way forward

Rt Hon Thérèse Coffey MP (Co-chair), Secrétaire d'État à l'environnement, à l'alimentation et aux affaires rurales, Royaume-Uni

Vers une feuille de route globale pour les COPs et au delà (10 mn)

María Susana Muhamad González, Ministre de l'environnement et du développement durable, Colombie

Ambassadeur André Corrêa do Lago, Secrétaire au climat, à l'énergie et à l'environnement, Brésil

Carlos Manuel Rodriguez, PDG et président du Fonds pour l'environnement mondial

Impératifs des principales parties prenantes pour faire fonctionner les biocrédits (15 mn)

Modérateur Simon Zadek

Chef Almir Narayamoga Surui, Chef du peuple Paiter Surui,
Coordinateur général de l'association Metareila

Marine de Bazelaire, Conseillère du groupe HSBC sur le capital naturel

Juan Pablo Bonilla, Directeur du Secteur du changement climatique et développement durable
de la Banque interaméricaine de développement

Jennifer Morris, PDG de The Nature Conservancy

Antoine Sire, Directeur de l'Engagement d'entreprise de BNP Paribas

Remarques conclusives (5 mn)

Razan Al Mubarak, Championne du climat de haut niveau pour la présidence de la COP28
et présidente de l'UICN

Une feuille de route mondiale pour exploiter le potentiel des crédits biodiversité

Événement thématique officiel de haut niveau du Sommet pour un nouveau pacte financier mondial



SOMMET POUR
UN NOUVEAU PACTE
FINANCIER MONDIAL



Contexte

Le changement climatique et la perte de biodiversité sont des crises interdépendantes. Il ne peut y avoir de nouveau pacte financier pour le développement sans s'attaquer aux deux, et les objectifs de l'accord de Paris ne seront pas atteints sans investir dans la nature.

Si l'urgence d'agir contre le changement climatique est largement comprise, et si le financement de l'action climatique a fait des progrès significatifs ces dernières années, la lutte contre la perte de biodiversité et la protection de la nature n'a pris de l'ampleur que récemment et pose des problèmes de financement différents.

Tout comme pour le climat, les finances publiques ne suffiront pas à elles seules à mettre en œuvre le cadre mondial pour la biodiversité convenu lors de la COP15 de Kunming-Montréal de la Convention des Nations unies sur la diversité biologique, y compris l'objectif historique de protéger 30 % des terres et des mers d'ici à 2030. Tous les acteurs financiers (publics, privés, nationaux et internationaux) devront unir leurs forces et tous les types d'instruments financiers devront contribuer à ces objectifs.

Lors de la réunion de la COP27 de la CCNUCC à Sharm-El-Sheikh en novembre 2022, le président Macron a lancé les Partenariats pour la Conservation Positive (PCP) et a demandé au Fonds pour l'environnement mondial (FEM) de rédiger un rapport sur le rôle potentiel des crédits carbone et biodiversité. Le rapport du FEM a été présenté aux dirigeants présents au One Forest Summit organisé conjointement par la France et le Gabon à Libreville en mars 2023, convoqué par les présidents Macron et Bongo. Ses principales recommandations étaient d'augmenter les crédits carbone à impact biodiversité et les certificats de biodiversité, et de maximiser leur contribution potentielle à l'élaboration de programmes ambitieux pour les pays forestiers.

Le Plan en 10 points lancé lors de l'AGNU-77 par l'Équateur, le Gabon, les Maldives et le Royaume-Uni, et approuvé par plus de 40 pays, fournit un plan d'action concret pour combler le déficit de financement de la biodiversité au niveau mondial et appelle également au développement d'instruments financiers innovants. Pour soutenir la mise en œuvre du Plan en 10 points, le gouvernement britannique a organisé en février 2023 une conférence intitulée « Action Nature : Mobilisation du secteur privé » réunissant des ministres, des représentants d'entreprises de premier plan et des dirigeants de la société civile pour souligner le rôle du secteur privé dans la transition vers des économies nettes zéro et positives pour la nature. Cet événement a débouché sur l'engagement d'étudier d'urgence le rôle que les marchés de crédits en faveur de la biodiversité ont à jouer pour combler le déficit de financement de la nature.

Dans le prolongement de ces événements clés, le sommet sur un nouveau pacte financier pour le développement, qui se tiendra à Paris du 22 au 23 juin, offre une occasion unique d'avancer dans la construction d'une nouvelle économie du capital naturel, dans laquelle les crédits biodiversité à haute intégrité jouent un rôle important.

Une feuille de route mondiale pour exploiter le potentiel des crédits biodiversité

Événement thématique officiel de haut niveau du Sommet pour un nouveau pacte financier mondial



SOMMET POUR
UN NOUVEAU PACTE
FINANCIER MONDIAL



GOUVERNEMENT

Liberté
Égalité
Fraternité



Objectifs

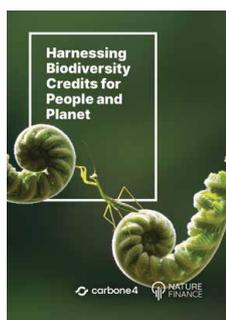
Il est nécessaire de faciliter la création et la croissance de marchés de crédits biodiversité à haute intégrité, volontaires et obligatoires, d'une manière crédible, opportune et cohérente au niveau international. Cela ne peut fonctionner que si les crédits biodiversité à haute intégrité ont des impacts positifs mesurables sur la biodiversité et des résultats équitables tant au niveau national que local, pour ceux qui prennent soin de la nature, en particulier les peuples autochtones et les communautés locales, qui sont au cœur de la préservation de la santé de la biodiversité dans le monde entier.

Nos ambitions collectives ne seront réalisées qu'au travers d'un processus minutieux, d'une co-conception globale et d'une coopération internationale concertée entre les décideurs politiques, les régulateurs, les experts scientifiques et autres experts, les développeurs de projets et autres acteurs du marché, ainsi que les IPLC. Cette démarche peut être soutenue par la mise en place d'un ensemble de principes, de règles et d'orientations convenus au niveau international, et de projets pilotes nationaux sur la base d'un riche ensemble d'exemples et d'approches mis en œuvre dans le cadre de divers processus et initiatives existants.

Le développement d'instruments de marché pour la nature sera essentiel, mais il est important de noter que ces marchés sont encore, dans la plupart des cas, à un stade très précoce. Nous sommes au début d'un long voyage vers la pleine maturité de ces marchés et la définition de leur valeur ajoutée. Notre défi collectif est de faire en sorte que les voies techniques et politiques convergent vers des marchés structurés, qui soient bénéfiques pour la nature, le climat et les peuples.

Le Royaume-Uni et la France proposent donc de lancer un processus ouvert et inclusif, et de travailler avec d'autres pays et partenaires clés, afin de faciliter le regroupement des processus et initiatives existants et de soutenir leur convergence, en vue d'accroître l'utilisation des crédits carbone à impact biodiversité et des crédits biodiversité, et de structurer progressivement le marché des crédits biodiversité.

Cet événement permettra d'établir une "feuille de route pour le développement de crédits biodiversité à haute intégrité", qui sera élaborée par un groupe consultatif de haut niveau qui exploitera et rassemblera les réflexions collectives les plus importantes et les plus percutantes sur les crédits biodiversité.



Un rapport « une feuille de route pour développer les crédits biodiversité pour la planète et les peuples » sera lancé et publié en marge de l'événement et sera disponible sur <https://nouveaupactefinancier.org/en.php> and <https://www.naturefinance.net/resources-tools/>